

Premier trimestre 2013 difficile pour France Télécom...

Communiqué de presse Fédération SUD - Télécoms - 24 avril 2013

En dépit des efforts du personnel et des investissements réalisés.

La concurrence acharnée alliée à la crise économique fait reculer, ce premier trimestre, le chiffre d'affaires de 4,1% et les marges de l'entreprise. L'Ebitda recule de 6,6%.

En Europe, seule l'Espagne continue à produire de la croissance mais de façon bien moindre qu'auparavant. La crise y est très présente, et la concurrence entre opérateurs est souvent aussi dure qu'en France.

Et surtout, l'activité du marché entreprises est en retrait, en particulier sur le segment des services.

Le pari d'un relais de croissance à l'international montre son caractère hasardeux. Le nombre de clients gagné n'est pas au rendez-vous, les marges sont difficiles dans des contextes politiques, sociaux ou militaires défavorables.

La vigueur de l'activité commerciale, la sortie de la live box, n'arrivent pas à contrecarrer la continuation de la chute du chiffre d'affaires en France. Le modèle économique durable pour l'activité est toujours en recherche. Le groupe continue ses investissements au moins en France, ce qui est le seul moyen de préparer l'avenir.

Le personnel ne doit pas en faire les frais ni en France ni ailleurs.

La réduction des coûts apparaît comme la preuve de la bonne gestion de la direction pour les marchés financiers. Les coûts commerciaux sont en recul ce qui correspond à l'augmentation des ventes sans subvention de mobile.

Les coûts de personnel sont stables mais avec un recul des effectifs important et qui devrait durer : (1514 emplois

en moins en France par rapport au premier trimestre 2012, 1544 en Pologne et une prévision de baisse d'effectifs du tiers dans ce pays pour les trois ans qui viennent).

La tentation de continuer la revue des filiales ou des activités continue : après la séparation d'Orange Suisse, Autriche, d'Etrali, le risque est réel de voir les activités épluchées les unes après les autres pour vérifier les conditions de rentabilité.

Pour les salarié-e-s, c'est toujours un risque, changement d'activité, restructurations, suppressions de poste...

Les reculs en matière de rémunération sont sensibles : participation, intéressement et accord salarial en berne en France.

Les marchés ne voient pas plus loin que le bout de leur nez.

La baisse continue du cours de l'action, les notations des agences et les conseils de vente des spécialistes de marché, font l'impasse sur le fait que les télécommunications constituent un secteur en plein développement et que les investissements sont nécessaires pour mettre en oeuvre les services d'avenir.

Il ne faut pas attendre de sursaut de ce côté là et le fait de maintenir la politique de dividende annoncée contribue à encourager l'aveuglement.

Pour SUD, il faut prioriser les investissements et l'emploi. Au delà de la qualité des réseaux, il faut apporter les services utiles à tous et toutes, cela demande recherche, développement et emplois disponibles.

Nous le redirons le 28 mai à l'occasion de l'Assemblée Générale des actionnaires.